

COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

**UN PROJET POUR DES LOGEMENTS SALUBRES ET SÉCURITAIRES DANS
LANAUDIÈRE**



Photo : Gracieuseté Simon Croze

À gauche Marion Duval, animatrice et agente de mobilisation sociale

À droite Amélie Pelland, coordonnatrice

Lanaudière, le 18 juin 2021- **Action-Logement Lanaudière annonce la réalisation à venir du projet : «mobilisation pour des logements salubres et sécuritaires dans Lanaudière »**. En effet, l'organisme a pu recevoir un financement pour la réalisation d'un nouveau projet grâce aux Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, en partenariat avec la Table des préfets de Lanaudière que nous remercions pour leur confiance et leur soutien financier. Marion Duval, qui avait été engagée précédemment pour un contrat précédent d'une durée de sept (7) mois, aura donc l'occasion de se consacrer à ce nouveau projet d'environ deux années, qui terminera en début 2023.

À Action-Logement Lanaudière, plus de la moitié de nos dossiers d'accompagnement à la défense des droits des locataires concernent des problèmes de réparations non effectuées par le propriétaire et d'insalubrité (punaises de lit, coquerelles, rats, moisissures, etc). L'organisme a initié il y a quelques années la mise en place d'un comité intitulé le «comité salubrité» pour travailler sur les conditions de salubrité des logements dans Lanaudière. Ce comité est présentement composé de différents partenaires d'Action-Logement Lanaudière dont l'AQDR de

Chertsey, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière et le CRÉDIL. De plus, une locataire et présidente d'Action-Logement Lanaudière s'implique activement sur le comité, Madame Véronic Pageau.

Réalisé à l'automne 2019 en collaboration avec la Direction de santé publique du CISSS de Lanaudière, un sondage sur les problèmes d'insalubrité et de nuisances a été envoyé à toutes les municipalités de la région, permettant d'alimenter les réflexions de notre comité. De plus, le comité a eu l'occasion en 2020 d'échanger avec des locataires, des propriétaires et des inspecteurs municipaux dans le cadre de ces rencontres du comité salubrité. Ces étapes préalables nous ont permis de mieux comprendre les enjeux touchant l'insalubrité des logements.

Le premier objectif du projet vise à recenser les bonnes pratiques et de bâtir un guide de sensibilisation pour démontrer les bénéfices de la mise en place d'une réglementation contre les problèmes d'insalubrité, mais aussi des autres solutions possibles pour contrer le problème de détérioration de l'état du parc locatif. Le deuxième objectif vise à réaliser une campagne de sensibilisation en allant rencontrer plus particulièrement l'ensemble des 57 municipalités dans Lanaudière afin de les sensibiliser aux solutions possibles pour diminuer les problèmes d'insalubrité dans leurs villes. Le troisième objectif est de mettre en place une plateforme d'échange ou une communauté de pratique pour favoriser le partage d'informations des différents acteurs de la question (ALL, DSP, inspecteurs). Le quatrième objectif est d'organiser un événement pour inviter les différentes municipalités à discuter de cet enjeu et valoriser les bonnes pratiques.

Pour terminer, l'organisme invite les locataires de la région de Lanaudière, préoccupés par la question de la salubrité des logements et intéressés à s'impliquer bénévolement dans le projet à communiquer avec Marion Duval au 450-394-1778 poste 3.

«Le logement est un des besoins fondamentaux les plus élémentaires ainsi qu'un déterminant pour la santé, explique Amélie Pelland, coordonnatrice chez Action-Logement Lanaudière». « Un logement insalubre affecte la santé des occupants et apporte une grande détresse chez ceux-ci. De plus, il y a des enjeux financiers et juridiques. Nous espérons qu'avec ce projet, nous pourrions collaborer avec les municipalités pour améliorer les conditions d'habitation dans Lanaudière».

Renseignements : Amélie Pelland
Coordonnatrice
Action-Logement Lanaudière
450-394-1778 poste 2
Sans frais : 1-855-394-1778

Avec la participation financière de :

Québec 